

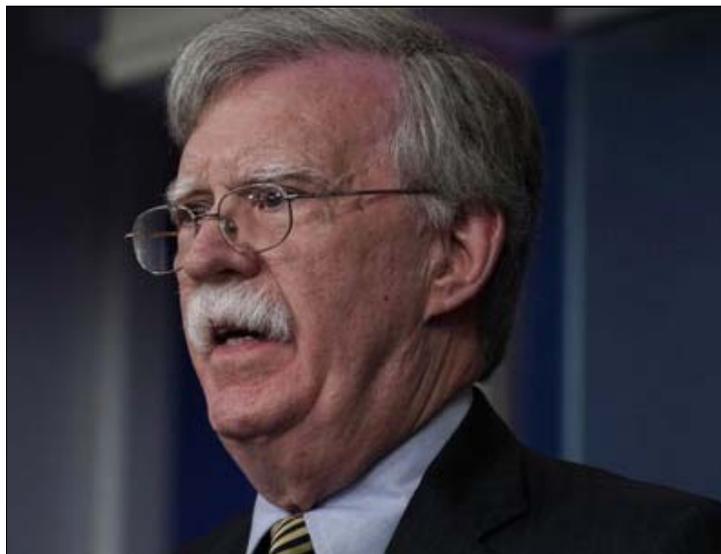
Les États-Unis préparent une guerre entre latino-américains

par Thierry Meyssan

Petit à petit les partisans de la doctrine Cebrowski avancent leurs pions. S'ils doivent cesser de créer des guerres au Moyen-Orient élargi, ils le feront dans le Bassin des Caraïbes. Avant toutes choses, le Pentagone planifie l'assassinat d'un chef d'État élu, la ruine de son pays, et sape l'unité de l'Amérique latine.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 18 DÉCEMBRE 2018

ENGLISH ITALIANO PORTUGUÊS ROMÂNĂ РУССКИЙ TÜRKÇE ΕΛΛΗΝΙΚΑ ESPAÑOL



S'exprimant devant la communauté anti-castriste au Miami Dade College, John Bolton a dénoncé « Cette troïka de la tyrannie, qui s'étend de La Havane à Caracas en passant par Managua, [qui] est la cause d'immenses souffrances humaines, l'impulsion d'une énorme instabilité régionale, et le génèse d'un sordide berceau du communisme dans l'hémisphère occidental ».

John Bolton, le nouveau conseiller national de Sécurité des États-Unis, a relancé le projet du Pentagone de destruction des structures étatiques du Bassin des Caraïbes.

On se souvient que, dans la foulée des attentats du 11-Septembre, le

secrétaire à la Défense de l'époque, Donald Rumsfeld, avait créé un Bureau de transformation de la force (*Office of Force Transformation*) et désigné l'amiral Arthur Cebrowski pour le diriger. Sa mission était de former l'armée états-unienne à sa nouvelle mission à l'ère de la globalisation financière. Il s'agissait de changer la culture militaire afin de détruire les structures étatiques des régions non-connectées à l'économie globale. Le premier volet de ce plan a consisté à disloquer le « Moyen-Orient élargi ». La seconde étape devait être de faire de même dans le « Bassin des Caraïbes ». Le plan prévoyait de détruire une vingtaine d'États côtiers et insulaires, à l'exception de la Colombie, du Mexique et autant que faire se peut des territoires britanniques, états-uniens, français et néerlandais.

Lors de son accession à la Maison-Blanche, le président Donald Trump s'était opposé au plan Cebrowski. Cependant deux ans plus tard, il n'est parvenu qu'à interdire au Pentagone et à l'Otan de confier un État aux groupes terroristes qu'ils emploient (le « Califat »), mais pas à renoncer à manipuler le terrorisme. Concernant le Moyen-Orient élargi, il est parvenu à faire décroître la tension, mais les guerres continuent à moindre intensité. En ce qui concerne le Bassin des Caraïbes, il a bridé le Pentagone, lui interdisant de déclencher des opérations militaires directes.

Au mois de mai dernier, Stella Calloni révélait une note de l'amiral Kurt Tidd, commandant en chef du SouthCom, exposant les moyens mis en œuvre contre le Venezuela [1]. Une seconde pénétration est conduite simultanément au Nicaragua et une troisième depuis un demi-siècle contre Cuba.

De diverses analyses précédentes, nous avons conclu que la déstabilisation du Venezuela, débutée par le mouvement des *guarimbas*, poursuivie par la tentative de coup d'État du 12 février 2015 (opération Jéricho) [2], puis par les attaques sur la monnaie nationale et l'organisation de l'émigration, déboucherait sur des opérations militaires [3] conduites depuis le Brésil, la Colombie et de la Guyana. Des manœuvres multinationales de transport de troupes ont été organisées par les États-Unis et leurs alliés en août 2017 [4]. L'accession au pouvoir à Brasilia, le 1er janvier 2019, du président pro-israélien Jair Bolsonaro rendra cela possible.



Le vice-président brésilien Hamilton Mourão et le président Jair Bolsonaro.

En effet, le prochain vice-président brésilien sera le général Hamilton Mourão, dont le père joua un rôle notable lors du coup d'État militaire pro-US de 1964. Lui-même s'est illustré par ses déclarations contre les présidents Lula et Rousseff. En 2017, il avait déclaré —au nom du Grand Orient du Brésil— que le moment d'un nouveau coup d'État militaire était venu. En définitive, il a été élu avec le président Bolsonaro. Dans un entretien à la revue *Piaui*, il a annoncé un prochain renversement du président vénézuélien, Nicolás Maduro, et le déploiement d'une force de « paix » brésilienne (sic). Devant la gravité de ces propos qui constituent

une violation de la Charte des Nations unies, le président élu Bolsonaro a assuré que personne ne voulait faire la guerre à personne et que son vice-président parlait trop.

Quoi qu'il en soit, le président Maduro, dans une conférence de presse le 12 décembre 2018, a révélé que le conseiller national de Sécurité US John Bolton assurait la coordination entre l'équipe du président colombien Iván Duque et celle du vice-président brésilien. Un groupe de 734 mercenaires est actuellement à l'entraînement à Tona (Colombie) afin de perpétrer une attaque sous faux drapeau du Venezuela contre la Colombie et justifier ainsi une guerre de la Colombie contre le Venezuela. Il serait commandé par l'ancien colonel Oswaldo Valentín García Palomo, aujourd'hui en fuite après la tentative d'assassinat par drone du président Maduro lors de l'anniversaire de la Garde nationale, le 4 août dernier. Ces mercenaires sont appuyés par des Forces spéciales stationnées sur les bases militaires US de Tolemaida (Colombie) et d'Eglin (Floride). Le plan états-unien prévoit de s'emparer dès le début du conflit des trois bases militaires vénézuéliennes Libertador de Palo Negro, Puerto Cabello et Barcelona.



Avis de recherche du colonel Oswaldo Valentín García Palomo de la Garde nationale vénézuélienne, après qu'il ait commandé une tentative d'assassinat du président de la République bolivarienne.

Le Conseil national de Sécurité US tente de convaincre divers États de ne pas reconnaître le second mandat de Nicolás Maduro (réélu en mai dernier, mais qui devrait débiter avec la nouvelle année). C'est pourquoi les États du Groupe de Lima ont contesté le scrutin présidentiel avant même sa tenue et ont interdit illégalement aux consulats vénézuéliens de l'organiser.

De même, la crise migratoire s'avère n'être qu'une manipulation de plus : les Vénézuéliens qui ont fuit la crise monétaire en croyant trouver facilement du travail dans un autre État latino-américain sont aujourd'hui nombreux à tenter de rentrer chez eux. Mais le Groupe de Lima les en empêche, interdisant aux avions vénézuéliens qui tentent de les rapatrier de survoler leur espace aérien et aux autobus venus les chercher de franchir les frontières.

Tout se passe donc comme si l'on assistait à un *remake* des événements qui ensanglantent le Moyen-Orient élargi depuis les attentats du 11 septembre 2001. L'essentiel ne réside pas dans les actions militaires, mais dans la représentation du désordre que donnent les événements. Il s'agit d'abord de faire prendre des vessies pour des lanternes [5]. En cinq ans, le Venezuela et le Nicaragua qui disposaient d'une image positive à l'étranger sont aujourd'hui considérés à tort comme des « États faillis ». Si l'on ne réécrit pas encore l'histoire des Sandinistes et de leur lutte face à la dictature des Somoza, on pose comme acquis qu'Hugo Chávez Frías était un « dictateur communiste » (sic) alors que son pays a vécu un incroyable bond en avant, politique et économique, sous sa présidence. Il sera bientôt possible de détruire ces États sans que personne ne trouve rien à y redire.

Le temps s'écoule de plus en plus vite. Ainsi, lorsqu'en 1823, le président James Monroe décida de fermer les Amériques à la colonisation européenne, il ne se doutait pas que sa doctrine évoluerait 50 ans plus tard en une affirmation de l'impérialisme US. De même aujourd'hui, lorsque le président Donald Trump affirmait le jour de son investiture que le temps des changements de régime était révolu, il ne pensait pas qu'il serait trahi par les siens. Pourtant, le 1er novembre 2018 son conseiller de sécurité John Bolton déclarait à Miami que Cuba, le Nicaragua et le Venezuela forment la « troïka de la tyrannie ». Puis son secrétaire à la Défense, le général James Mattis, affirmait le 1er décembre devant le Reagan National Defense Forum que le président élu Maduro est un « despote irresponsable » qui « doit partir » [6].

Thierry Meyssan

[1] « [Plan to overthrow the Venezuelan Dictatorship – "Masterstroke"](#) », Admiral Kurt W. Tidd, *Voltaire Network*, 23 février 2018. « [Le « Coup de Maître » des États-Unis contre le Venezuela](#) », par Stella Calloni, Traduction Maria Poumier, *Réseau Voltaire*, 11 mai 2018.

[2] « [Obama rate son coup d'État au Venezuela](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 23 février 2015.

[3] « [Le général Jacinto Pérez Arcay considère "inexorable" l'invasion du Venezuela](#) », *Réseau Voltaire*, 10 juin 2016.

[4] « [Grandes manœuvres autour du Venezuela](#) », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, *Il*

Manifesto (Italie) , *Réseau Voltaire*, 23 août 2017.

[5] « [Venezuela, l'intervention illégale](#) », par Julio Yao Villalaz, Traduction Maria Poumier, *Réseau Voltaire*, 3 mars 2018.

[6] "[Mattis condemns Venezuela's Maduro as a 'despot' who has to go](#)", *Reuters*, Phil Stewart, December 1, 2018.

Source : « Les États-Unis préparent une guerre entre latino-américains », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 18 décembre 2018, www.voltairenet.org/article204385.html